

Département de Seine et Marne

ETABLISSEMENT PUBLIC DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU

Service des affaires juridiques et des marchés publics

REGLEMENT DE CONSULTATION

Procédure adaptée n° F_M37_2020

(Définie par les articles L. 2123-1 ; R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique)

Remplacement de la solution de virtualisation

Date limite de réception des offres : lundi 8 février 2021 à 12h00.

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :

Dénomination : Etablissement public du château de Fontainebleau

Adresse :
Château de Fontainebleau
Place du général de Gaulle
77300 FONTAINEBLEAU

Type d'acheteur public : Etablissement public à caractère administratif

1. Définition du marché

1.1 Désignation des parties contractantes

L'établissement public du Château de Fontainebleau est représenté par son Président, qui est seul habilité à signer les marchés (son remplaçant légal pouvant le représenter en cas d'empêchement). Il est désigné par le terme «Pouvoir adjudicateur». Dans l'exécution du marché, il est représenté par l'administratrice ou l'administratrice adjointe.

Le prestataire ou son mandataire, titulaire du marché désigné dans l'acte d'engagement, dont l'offre a été retenue est désigné par le terme «Titulaire».

1.2 Objet du marché

Le présent RC a pour objet la fourniture, la livraison et l'installation de notre solution de virtualisation.

Les matériels faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises et européennes homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux dans le domaine de la micro-informatique et en vigueur au moment de la livraison.

A la fin des travaux, le titulaire devra effectuer le nettoyage de son chantier et l'enlèvement de tous ses déchets (emballages...).

Adresse de livraison et d'installation

EP du Château de Fontainebleau
Place du général de Gaulle
77300 Fontainebleau

L'EPCF, en tant qu'Établissement public, se doit de se conformer à la Charte Informatique définie ; le Titulaire doit aider à son application. Cette Charte Informatique sera remise au Titulaire lors de la réunion de mise en place décrite à l'article 3.2.1 du CCTP.

Les caractéristiques générales et les spécifications techniques de l'objet du présent marché, sont définies dans le CCTP du présent dossier de consultation.

Nomenclature CPV - Objet principal :

48800000 : Systèmes d'information et serveurs

Financement de l'opération :

Le financement du présent marché sera effectué sur l'enveloppe budgétaire

☒ Fonctionnement

☒ Investissement

1.3 Type de marché

Selon les articles L. 1121-2 à L. 1121-4 du code de la commande publique (CCP), ce marché est un marché de :

☒ Fourniture

☐ Service

☐ Travaux

1.4 Procédure de passation du marché

☐ La consultation est passée sous la forme d'une Procédure Formalisée avec mise en concurrence, en application des articles L2124-2 ; R2124-1 ; R2161-2 à R2161-5 (AOO) ou R2161-6 à R2161-11 (AOR) du code de la commande publique.

☒ La consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée avec mise en concurrence, en application des articles L. 2123-1 ; R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la négociation sur tous sujets liés au présent marché.

Ainsi qu'en application :

☐ Du CCAG de Fourniture courantes et services de 2009.

☐ Du CCAG de travaux de 2009

☐ Du CCAG PI.

☒ Du CCAG TIC.

1.5 Technique d'achat et durée du marché

1.5.1 Technique d'achat (article L.2125-1 du code de la commande publique)

La technique d'achat retenue pour le présent marché est :

☐ Marché à tranche selon les articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique (*Préciser la composition*)

Dans le cas d'affermissement tardif ou de non affermissement des tranches optionnelles, le titulaire du marché ne bénéficiera pas d'indemnité d'attente ou de dédit.

☒ Accord-cadre selon les articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique

☒ Mono-attributaire

☐ Multi-attributaire - Nombre d'attributaire maximum :

☐ Système d'acquisition dynamique selon les articles R2162-37 à R2162-51 du code de la commande publique

☐ D'enchères électroniques selon les articles R2162-57 à R2162-66 du code de la commande publique

☐ D'un catalogue électronique selon les articles R2162-52 à R2162-56 du code de la commande publique

☐ D'un concours R2162-15 à R2162-26 du code de la commande publique

1.5.2 Durée globale du marché

La durée globale du marché est fixée en application des articles L.2112-5 et R2112-4 du code de la commande publique.

1.5.3 Durée d'exécution

Concernant la fourniture de la solution initiale, l'installation, la désinstallation et la réinstallation dans le cadre des transferts, la durée d'exécution sera fixée par Ordre de Service convenue dans l'offre et ajustée lors de la réunion de mise en place.

Concernant la fourniture de matériels complémentaires et la maintenance des matériels, le marché pourra être reconduit comme indiqué infra.

1.5.4 Reconductions

1^{ère} période : de la date de notification au 31/12/2021

Reconduction 1 : du 01/01/2022 au 31/12/2022

Reconduction 2 : du 01/01/2023 au 31/12/2023

1.6 Autres caractéristiques

1.6.1 Allotissement

Conformément aux articles L2113-10 à L2113-11 et R2113-1 à 2113-3 du code de la commande publique, ce marché est :

☐ Alloti (Préciser)

☒ Non alloti – Justification : Prestation et lieu géographique identique.

Conformément à l'article R2113-1, les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour :

☐ Un seul lot

☐ Plusieurs lots

☐ Tous les lots.

1.6.2 Variantes (articles R2151-8 à R2151-11 du code de la commande publique)

Sans objet.

1.6.3 Options

Les options incluses dans l'annexe financière doivent être chiffrées.

Ces options feront l'objet d'une levée d'option par le pouvoir adjudicateur.

1.6.4 Lieu d'intervention / d'exécution des prestations

Les interventions se dérouleront dans l'enceinte du Château de Fontainebleau et / ou à distance.

1.6.5 Essais – Échantillons – Démonstration – Visite de site obligatoire

Chaque candidat devra se rendre disponible pour un rendez-vous de visite obligatoire du site qui aura lieu à l'une des deux dates suivantes : **le jeudi 14 janvier 2021 à 14h30, le mardi 19 janvier à 14h30, le rendez-vous étant donné Grille d'Honneur (entrée principale du château).**

Pour ce faire, les candidats confirmeront leur participation prioritairement par courriel aux coordonnées suivantes :

Etablissement public du Château de Fontainebleau
Yann LACHASSE
Direction des Affaires Financières
Chef du service SI
Téléphone : 01.60.71.21.67 – 07.86.37.03.36
yann.lachasse@chateaufontainebleau.fr

1.7 Conditions spécifiques

1.7.1 Forme juridique en cas de groupement

La possibilité pour les opérateurs économiques de soumissionner sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint pour la présente consultation, est ouverte, conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

La possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements : est exclue de la présente consultation.

Les opérateurs économiques peuvent ainsi présenter leur offre, sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans les deux formes de groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'Acte d'Engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur du marché et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Etablissement public du château de Fontainebleau, pour l'exécution du marché.

L'Acte d'Engagement sera un document unique qui indiquera :

- Le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter dans le cas d'un groupement conjoint,
- Ou qui indiquera le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser dans le cas d'un groupement solidaire.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour le présent marché.

1.7.2 Sous-traitance

Le candidat est autorisé à sous-traiter une partie des prestations, conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. Dans cette hypothèse, il indiquera dans les annexes à l'acte d'engagement la nature et le montant qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

1.7.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date de remise des offres.

2. Précisions administratives relatives au déroulement de la procédure de passation du marché (RC)

2.1 Identification de la procédure

2.1.1 Référence de la procédure

F_M37_2020

2.1.2 Chronologie de la procédure

Publication JOUE : Sans objet.

Publication profil acheteur et autre support (BOAMP) : 07/01/2021.

Date Limite de Remise des Offres (DLRO) : voir page de garde du présent RC

2.2 Retrait du dossier de consultation

L'ensemble du présent dossier de consultation est accessible uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse URL suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

2.3 Renseignements complémentaires

Tous renseignements complémentaires pourront être demandés jusqu'au 28/01/2021 à 12h00. Conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Le pouvoir adjudicateur répondra à l'ensemble des questions posées sur la plateforme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), en unique envoi le 29/01/2021. Les questions qui ne seront pas posées sur cette plateforme ne seront pas prises en compte et aucune réponse n'y sera apportée.

2.3.1 Contact Administratif

Tout renseignement complémentaire, **d'ordre administratif**, pourra être obtenu en s'adressant à :

Service des affaires juridiques et des marchés publics

Madame Christelle Lebrun

Direction des affaires générales

77300 Fontainebleau France

Téléphone : 01.60.71.50.80 - Fax : 01.60.71.21.60

christelle.lebrun@chateaudefontainebleau.fr

2.3.2 Contact Technique

Tout renseignement complémentaire, **d'ordre technique**, pourra être obtenu en s'adressant à :

Etablissement public du Château de Fontainebleau

Yann LACHASSE

Direction des Affaires Financières

Chef du service SI

Téléphone : 01.60.71.21.67 – 07.86.37.03.36

yann.lachasse@chateaudefontainebleau.fr

2.4 Dépôt des plis - Présentation des candidatures et des offres

2.4.1 Dépôt des plis

- Toute offre parvenue après la date limite fixée ci-dessous, sera rejetée et renvoyée au fournisseur ;
- Toute offre incomplète pourra être rejetée par l'acheteur.
- La transmission par télécopie, remise en main propre, courrier RAR ou par courrier électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront être déposées impérativement sur la plate-forme de dématérialisation de l'établissement :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La date limite de réception des offres est fixée sur la page de garde du présent document.

2.4.2 Présentation des candidatures et des offres

PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE

dûment complétées et signées en original (ou certifiées conformes à l'original) selon les articles L2141-1 à L2141-14 et R2142-1 à R2142-14 du code de la commande publique:

- **le pouvoir** de la personne habilitée à engager le candidat ;
- copie du ou des jugements prononcés, **si le candidat est en redressement judiciaire** (justification de l'habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché) ;
- **la lettre de candidature (ou imprimé DC1)** indiquant le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) le fournisseur se porte candidat – **Attention : La capacité juridique du candidat est à renseigner dans ce formulaire et non plus dans le DC2.** En l'absence de signature originale du DC1 par une personne habilitée à engager la société ou par le mandataire du groupement en cas de groupement, la candidature sera déclarée irrecevable ;
- **la déclaration du candidat (ou imprimé DC2).** La signature de ce document est désormais inutile puisque que le candidat s'engage sur son contenu dans le **DC1** ;
- pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- le candidat provisoirement retenu au terme de la procédure fournira dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception inscrite sur l'avis de réception du courrier ou de la télécopie, transmis par le château de Fontainebleau, faisant état de cette demande ;

Et une photocopie de la liasse 3666 et de l'attestation concernant l'ensemble des cotisations sociales ;

PIECES SUIVANTES RELATIVES A L'OFFRE :

- ❖ **l'Acte d'Engagement** (offre du candidat proprement-dite) dûment daté et signé par le représentant de l'entreprise habilité pour signer les marchés.

 Imprimé ATTRI 1 téléchargeable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/formulaires/daj/> ;

- ❖ **le mémoire technique spécifiant :**

- les différentes étapes de la prestation ;
- les méthodes et moyens matériels employés accompagnés des fiches techniques détaillées des produits proposés ;
- le calendrier prévisionnel d'installation de la solution de virtualisation, établi par le candidat ;
- les personnes dédiées à l'exécution des prestations ;
- Les différentes options voire une option préconisée ;
- le CV des intervenants prouvant la qualification demandée et les références d'interventions comparables.

- ❖ **les annexes financières jointes au DCE** : Ces tableaux annexés à l'acte d'engagement seront dûment datés et signés par le représentant qualifié de l'entreprise habilité pour signer les marchés. Ils complètent et précisent les réponses techniques et financières fournies dans le cadre de cette procédure ;
- ❖ Un RIB ou un RIP.
- ❖ Tout document jugé utile par le candidat et de nature à étayer son offre.

2.5 Sélection des candidatures et choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

2.5.1 Sélection des candidatures

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'éliminer les candidats qui ne lui paraissent pas présenter les garanties nécessaires pour assurer la bonne exécution du présent marché dans les conditions désirées, en application des articles R2142-1 à R2142-14 du code de la commande publique.

2.5.2 Critères de sélection – choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

Conformément aux articles L2152-7 à L2152-8 et R2152-6 à R2152-12 du code de la commande publique, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

Prix : **40%**

VALEUR TECHNIQUE : **60%**

Les candidats qui ne se seront pas présentés à la visite technique seront sanctionnés de la moitié des points de la valeur technique.

Les offres jugées non conformes à l'objet du marché ou ne couvrant pas l'intégralité des prescriptions définies dans le présent dossier seront considérées comme incomplètes et éliminées.

Au terme de son étude, le Pouvoir adjudicateur retiendra provisoirement l'offre de base qui lui semblera économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité entre deux offres de base, le choix se portera sur le candidat le mieux placé sur le critère à plus fort coefficient.

Après avoir retenu provisoirement une offre dans les conditions définies ci-dessus, le Pouvoir adjudicateur sollicitera auprès du candidat l'ayant présentée les certificats mentionnés aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-12 du code de la commande publique, dans les conditions définies au point 2.4.2 du présent dossier de Consultation, relatif à la présentation des candidatures.